

gouvernants de la Chine—je crois que vous vous êtes servi du mot «xénophobie» pour démontrer l'hostilité aux étrangers—vous avez laissé à entendre que la reconnaissance diplomatique pourrait être une façon d'avancer le jour où cette attitude changera. Avez-vous d'autres propositions sur les mesures que le Canada et l'Occident devrait entreprendre, à votre avis, maintenant pour changer cette situation?

M. TAYLOR: Je crois que, aussi longtemps que les États-Unis et la Chine auront des points de vues différents sur les solutions possibles du problème asiatique, les puissances d'importance moindre peuvent faire très peu de choses; la vraie dispute est, naturellement, entre Pékin et Washington. Mais, je crois que tout ce que nous pouvons faire est d'essayer, d'une part, d'influencer les Américains à adopter ce que je considère une perspective plus raisonnable sur la situation en Asie et, d'autre part, de tenir bon aux indices de variations plus concrets et pratiques à présenter les politiques générales de l'Ouest surtout en les reconnaissant diplomatiquement, en prenant une position plus réaliste aux Nations Unies que celles que nous avons prises à la dernière session où nous avons progressé légèrement.

Je crois que les choses changeront en Chine, s'il existe un choix. Je n'ai pas l'illusion que soudainement tout va devenir facile et clair entre la Chine et l'Ouest. Ce sera une pente longue et dure, mais je crois que les Chinois sont des hommes pratiques et s'ils voient un choix, ils peuvent en profiter. Mais, tout ce qu'ils voient à l'horizon est la puissance militaire américaine et une hostilité farouche, sauf quelques signes de changement d'attitude de la part de l'administration des États-Unis au printemps dernier, mais celle-ci n'était vraiment pas importante. Je suis donc porté à prêcher un peu et ce n'est pas mon rôle, car je crois que nous devons faire tout ce que nous pouvons, et plus que nous faisons actuellement, afin de proposer un règlement surtout à l'égard la reconnaissance diplomatique, qui pourrait bien ne pas être acceptée sur-le-champ par les Chinois.

M. FAULKNER: Quel choix en particulier était non disponible actuellement la reconnaissance diplomatique offrirait-elle?

M. TAYLOR: Je crois qu'il serait d'un ordre plutôt psychologique. Je crois que si les Chinois voyaient une nation comme le Canada, proche allié des États-Unis—en fait, ils nous ont parfois accusés d'être une marionnette américaine—leur accorder la reconnaissance diplomatique, cela pourrait aider à convaincre quelques-uns d'entre eux au cours d'un débat interne, qui peut avoir commencé ou est sur le point de commencer, sur leur politique étrangère à dire: il y a indications de changement dans la position de l'Ouest; si les Canadiens changent, peut-être les Américains changeront-ils un jour. Peut-être qu'un conflit entre nous n'est pas inévitable.

M. BREWIN: Monsieur Taylor, nous avions une proposition et je crois que vous en avez vraiment traité, mais j'aimerais connaître votre opinion sur la question. Nous avons proposé que vu les agitations et les troubles en Chine il ne serait pas sage, en ce moment, d'étendre la reconnaissance diplomatique quand les troubles internes sont en cours.

M. TAYLOR: Je n'accepte pas cet argument car, je ne crois pas qu'il y a eu un tel effondrement de l'autorité et qu'il n'y a aucun gouvernement chinois légalement constitué. La Chine vit dans l'agitation mais pas dans un état de guerre civile. Les rouages du gouvernement sont restés fondamentalement les mêmes pendant toute cette agitation. Le premier ministre est encore Chou En-Lai et puisque tous les vice-premier ministres occupent encore les postes qu'ils ont toujours tenus. Le Gouvernement fonctionne toujours. Il y a un gouvernement à reconnaître. Je crois, pour les raisons que j'ai énumérées, en raison de l'agitation, il est encore plus vrai de dire simplement que nous reconnaissons la République populaire de Chine. J'aurais souhaité que nous eussions été capables de le faire